Rapport du comité de sélection

Les changements que nous avons apportés ne limitent en rien, je vous le rappelle, le droit de participer à un comité. Les députés sont toujours libres d'assister aux réunions et d'y participer au même titre que les membres.

Pour en revenir au système britannique, le rôle du président nous intéresse également beaucoup. En Grande-Bretagne, il y a deux sortes de président. Dans les comités s'occupant des lois, le président est choisi parmi plusieurs personnes désignées par le président de la Chambre. C'est vraiment le président de la Chambre qui les choisit. Les whips nous ont dit que s'ils osaient un jour suggérer un nom, cette personne verrait automatiquement s'évanouir toutes ses chances d'être choisie. Cette idée nous a beaucoup plu, ce n'est pas un secret, et je peux dire également que nous allons étudier des façons d'appliquer plus ou moins le même principe dans un de nos rapports, parce que nous sommes persuadés que le succès des comités permanents et de tout autre comité dépend dans une large mesure de la compétence de leur président.

J'admets avec le député de Halifax-Ouest (M. Crosby) que cette question n'est pas directement reliée à la taille des comités. Néanmoins, si j'en parle, c'est parce que nous allons devoir un jour étudier le problème. Nous reconnaissons tous qu'il existe des problèmes bien réels et qu'il est injuste d'obliger le président à départager les votes. Il est injuste de placer qui que ce soit dans une situation pareille et c'est également vrai pour un président de comité.

J'invite les députés qui s'intéressent à cette question à lire la publication du bureau de la présidence intitulée «Le vote de la présidence en cas d'égalité des voix». Cet ouvrage a été publié il y a environ huit mois, et l'on y trouve un exposé très utile sur le rôle du Président de la Chambre et des présidents des comités en cas d'égalité des voix. C'est une question très épineuse et, si la conclusion de ce document est peut-être un peu ambiguë, je crois qu'il expose précisément le dilemme.

Pour résumer, je dirai que nous sommes conscients que c'est la plus controversée de nos recommandations. Nous avons pensé qu'il y avait consensus pour réduire la taille des comités afin que les députés qui y siègent puissent participer davantage à leurs travaux et de pouvoir, peut-être, se débarrasser de la fameuse règle des dix minutes. Nous avons pensé que nous contribuerions à améliorer la situation des députés de l'arrière-ban en les rendant membres de plein droit de ces comités et en leur garantissant que lorsque survient enfin une question intéressante, ils ne seront pas écartés par les têtes d'affiche qui imposent leur point de vue. Nous avons pensé leur confier des responsabilités plus lourdes en s'assurant qu'ils ne puissent expédier l'étude des mesures à la vapeur, en les rendant responsables devant leur comité et en s'assurant que les députés qui siègent à un comité effectuent leur travail de manière approfondie.

Nous estimons que les ministériels et les partis d'opposition ont fait preuve d'une collaboration étonnante en acceptant d'appliquer la totalité des recommandations que nous avons

faites. Si c'est là la seule difficulté que posent nos recommandations, alors je crois que nous avons accompli du bien meilleur travail que nous n'imaginions. Cependant, je crois que les députés devraient envisager tout cela comme une série d'expériences. Il faut tenir compte de la situation concrète de chaque député et non de vagues possibilités. Il ne s'agit pas tellement de chiffres abstraits, mais d'un problème concret, puisqu'il y a moins de places qu'auparavant. Je puis dire aux députés que lorsque j'ai appris le sort que me réservait mon whip, je partageais l'amertume que ressent tout député qui se voit privé de son siège à un comité. Les ministériels ont été touchés tout autant que les députés d'opposition.

Je demande donc aux députés de tenir compte de l'ensemble de notre travail et des motifs qui nous ont guidés, de comprendre notre point de vue et d'accepter de le mettre à l'essai. Nous comptons bien pouvoir régler au fur et à mesure les problèmes qui se poseront au cours de la période de rodage. Nous nous rendons compte des problèmes que cela cause à chaque député, mais nous croyons qu'il faut songer non pas à la façon dont la réforme touchera les députés, mais plutôt au fait que les députés de l'arrière-ban auront désormais le moyen d'exercer une plus grande responsabilité à la Chambre des Communes, qui ne sera plus désormais la seule prérogative des têtes de file des divers partis.

M. le vice-président: Les députés veulent-ils poser des questions?

M. Forrestall: Monsieur le Président, je voudrais poser certaines questions au député de Kenora-Rainy River vu la façon dont il semble interpréter les décisions prises par le comité. Je voudrais surtout établir une comparaison avec ce qui se passe en Grande-Bretagne. Bien entendu, les comités comptent beaucoup plus de membres en Grande-Bretagne. Pendant ses délibérations, le comité a-t-il songé au fait que, vu la tendance actuelle, il pourrait fort bien y avoir 500 ou 600 députés à la Chambre avant trop longtemps?

M. Nowlan: Jamais.

M. Forrestall: De toute façon, il y en aura 320 d'ici relativement peu de temps. Le député a dit qu'à un moment donné il avait été question de garder «pour de bon» la même structure pour les comités et cela m'a fait sursauter. J'ai été heureux de l'entendre dire par la suite que la nouvelle formule serait simplement mise à l'essai pendant quelque temps. Bien entendu, nous avons mis une certaine formule à l'essai il y a dix ou 12 ans et nous savons tous combien de mal nous avons eu à nous en sortir. Le député peut-il nous dire si, pendant ses délibérations, le comité a songé à l'expansion automatique de la Chambre et s'il a tiré des conclusions quelconques à ce sujet? Vu que c'est une règle cardinale à la Chambre qu'un député doit pouvoir s'exprimer, le comité a-t-il fait la part des choses, a-t-il tenu compte de cette considération et en a-t-il tiré une conclusion?